

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22  
novembre 2008. Première journée

*Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*

**La section internationale du PCB – KPB : un  
témoignage sur la période 1976 - 1984**

VAN PRAAG, Paul

2008, 26 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_12\\_la\\_section\\_internationale\\_du\\_pcb\\_-\\_kpb\\_temoignage\\_periode\\_1976\\_-\\_1984.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_12_la_section_internationale_du_pcb_-_kpb_temoignage_periode_1976_-_1984.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : VAN PRAAG, Paul, « La section internationale du PCB – KPB : un témoignage sur la période 1976 – 1984 », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_12\\_la\\_section\\_internationale\\_du\\_pcb\\_-\\_kpb\\_temoignage\\_periode\\_1976\\_-\\_1984.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_12_la_section_internationale_du_pcb_-_kpb_temoignage_periode_1976_-_1984.pdf) >, (date de consultation).

---

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008

Première journée – Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

## 12.

### **La section internationale du PCB – KPB : un témoignage sur la période 1976 – 1984**

#### I.

Ce texte fut commencé à l'occasion du Colloque « L'autre Printemps » des 21 et 22 novembre 2008. L'origine est la proposition de Jean-Marie CHAUVIER que je décrive au colloque la façon dont les prises de décisions se discutaient dans la section (je lui avais un jour expliqué comment cela se passait à l'époque, à propos des internés pour délit d'expression en Union Soviétique).

C'est à cela que j'essaie de répondre ici (voir point IV). Pour cette question, le passage essentiel pour moi est IV.1.

Ma conclusion (avec moins de conviction) sur l'objet du colloque est le point VI.3.

Le restant porte sur le contexte, avec des éléments anecdotiques mais en rapport avec le sujet et qui n'y sont écrits que pour être écrits.

L'objet de ce texte est donc parfaitement mineur par rapport à ce que vont dire mes anciens camarades<sup>1</sup>.

J'essaie bien sûr de décrire ce qui se passait réellement et pas ce que je trouve qui aurait dû se passer, en y réfléchissant plus de trente ans après. L'exercice présente des risques (pour la vérité), mais c'est comme cela. J'ai retrouvé des documents relatifs à la section, mais uniquement pour la période 1980 – 1984, et pas tout ce que je cherchais (p. ex. la tentative de reconstituer une Internationale communistes contraignante<sup>2</sup>). Pour

<sup>1</sup> Dans l'ordre d'intervention : José GOTOVITCH, Jean-Marie CHAUVIER, Jacques MOINS, Jules PIRLOT, Claude RENARD, Louis VAN GEYT, Marc ABRAMOVICZ, Susa NUDELHOLE (note ci-après) et Jean-Paul VANKEERBERGHEN. Susa, annoncé comme participant à la Table Ronde, n'était pas présent. Il devait mourir le 31 décembre suivant. Ce puits de sciences (politique) était une personnalité forte et atypique. Comme indiqué dans ce texte, je lui dois beaucoup dans ma formation. Mais cette personnalité mérite plus qu'une incidente dans un texte, laquelle devrait donc être une annonce d'une étude élaborée.

<sup>2</sup> On a failli être en dehors du Mouvement Communiste International (MCI), mais un peu poussé. Au début des années 1980, le PCB est invité à une conférence « scientifique » mondiale à Berlin. Le BP ou le secrétariat décident de m'y envoyer. Cela ne fait pas l'affaire du diplomate allemand qui dit à Albert DE CONINCK qu'ils souhaitent que nous soyons représentés au niveau d'au moins le BP. Il y a trois organisateurs principaux : Boris PONOMAREV, Maxime GREMETZ (PCF) et un dirigeant africain. Albert : « Vous dites que c'est une conférence scientifique. Eh bien, van PRAAG est un scientifique. ». Le diplomate ne voulait pas me donner le visa. Puis il accepte, mais la date d'ouverture du colloque est modifiée (agenda de PONOMAREV). Cela ne m'arrange pas : j'ai cours (voir IX) le jour de la séance inaugurale. Je fini par lui dire que s'il voulait que j'y aille, mais après la séance inaugurale, il venait me chercher, me donnait les

plusieurs questions sur nos rapports avec le PCUS et les autres PC d'Europe de l'Est dont je vais parler, je n'ai que ma mémoire. C'est gênant parce que j'ai pu voir sur les documents retrouvés que si ma mémoire est très fidèle dans plusieurs cas, elle ne l'est pas du tout dans d'autres.

Donc ce texte (écrit pour l'essentiel avant le colloque) est provisoire. Il est destiné au CArCoB et à celles-ceux que le sujet intéresserait.

## II.

Peu après mon élection au Comité central (voir VII.1.), Albert DE CONINCK me propose de m'occuper des questions africaines, d'abord essentiellement du Congo (Zaïre) (B1)<sup>3</sup>. Puis je suis désigné, par le Secrétariat ou le Bureau Politique, comme membre de la section internationale. J'y fus redésigné après. Entretemps je fus élu, par le CC, président de sa commission de politique internationale (initialement pour actualiser notre position sur l'OTAN) (voir III.2). Je lis maintenant que suivant les sujets, j'agis selon une qualité ou l'autre<sup>4</sup>. Mais, pour beaucoup de questions de politique internationale (Tchécoslovaquie Pologne, Afghanistan), c'est le BP, le Secrétariat ou le CC qui s'exprimaient au nom du parti (parfois sans que la question ait été nécessairement discutée à la section).

D'après ce que j'ai retrouvé, mon activité essentielle a porté durant toute ma présence à la section sur le Congo (Zaïre), puis durant la période « missiles », sur ces missiles et la proposition d'une zone dénucléarisée, et à tous moments sur des questions ponctuelles au gré des événements : liens avec les PC turcs, des PC et mouvements du nord et du sud de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine (dont le Chili. J'en parle plus loin [VII, 2.]. Le responsable était Susa NUDELHOLE, mais j'y étais impliqué depuis 1973).

documents et m'emmenait à l'aéroport. C'est ce qui s'est fait. Il y avait de bonnes raisons de vouloir un membre du BP. Pendant cette conférence scientifique, le PC du Costa-Rica fait la proposition que, vu la situation internationale inquiétante (après les missiles et l'Afghanistan), on devait revenir à une structure du MCI centralisée et contraignante. Trois PC étaient représentés par des sous-fifres (membres du CC, mais pas plus) : le PCI, le PCE et le PCB. Je dis aux organisateurs qu'il n'était pas prévu que l'on parle de cela, je n'ai pas eu l'occasion d'en discuter avec mes camarades (et sur quel sujet !), et donc je ne m'exprimerai pas là-dessus. Alors je suis l'objet de toutes les attentions, on m'invite à des entretiens particuliers. On comprend que je sois contre, on promet de me donner le temps de parole que je voudrai et que mon intervention sera publiée in extenso. « Non ». Ce qui semblait être prévu est qu'une nouvelle Internationale allait être créée, avec l'opposition des PCI, PCE et PCB (Eh bien : au revoir !). Avec aussi le PCF parmi les partis dirigeants de cet organisme (les zigzags de ce parti donnaient le tournis). Je pense que mes collègues italiens et espagnols se sont exprimés en toute franchise et dans l'indifférence générale. Je pense que le projet n'eut pas de suite.

<sup>3</sup> Voir les références biographiques en fin d'article. Les autres insertions bibliographiques sont construites sur le même type (B1 à B11).

<sup>4</sup> Dans les documents il apparaît que mon titre de président de la commission fut utilisé au début à propos de la zone, et puis après, sur des sujets où le titre de membre de la section semblait moins adéquat et que l'on trouvait inopportun que la signature soit celle d'un membre plus élevé (dans la hiérarchie).

J'ai connu la section encadrée à des moments divers par Albert DE CONINCK, Antoine LAURENT, Susa NUDELHOLE, Annemie LAUWEREINS, Jan DEBROUWERE et Jef TURF. J'appris beaucoup d'Albert et de Susa.

### III.

#### **En liaison avec le sujet du colloque : le contexte de mon travail à la section internationale**

1. C'est la fédération de Mons-Borinage qui me proposa au CC. La rencontre avec cette fédération fut un événement important dans ma vie. À moins de 60 km de Bruxelles : un autre monde et le communiste de l'ULB était accueilli (chaleureusement) dans la classe ouvrière. Le PCB à Mons-Borinage y était un parti populaire, je pense aux environ de 1.000 membres. Des ouvriers, employés (dont des agents pénitentiaires), des pensionnés, importants en nombre et en influence (la parole des anciens était écoutée et très respectée) : d'anciens mineurs, ouvriers de la sidérurgie, dont certains avaient connu les grèves de 1932 et 1936 (Marcel GODON), un fondateur du Parti (GANDIBLEUX). La permanente de la fédération, Martine CASTERMAN, membre du CC aussi depuis 1976, avait été ouvrière textile. Des anciens résistants. Beaucoup de travailleurs immigrés : Yougoslaves, Italiens, chez qui on pouvait débarquer (comme chez les Borains) n'importe quand. Une réelle présence religieuse : des églises protestantes (les Frères larges ou Darbystes [Carmen BOULOGNE] et les Frères étroits), catholiques bien sûr, dont un membre du comité fédéral qui venait à pied aux réunions parce que prendre le bus était un péché. Des conseillers communaux, des échevins, au moins un bourgmestre, une députée, un sénateur. Le responsable de la fédération, Urbain COUSSEMENT, qui vivait en Hainaut occidental, était lié à tout le monde.

Le sentiment vis-à-vis de l'URSS dans la Fédération boraine. Il était complètement différent de ce que j'avais connu à Bruxelles : un attachement viscéral pour au moins deux raisons :

- a. la satisfaction de savoir qu'un État où les patrons ne dirigent pas puisse exister. Dans ce contexte, comme le disait Hector DUBOIS, ouvrier sidérurgiste, même s'ils font des bêtises, on ne veut pas les attaquer publiquement.
- b. La guerre 1940-1945, la Résistance et la conviction que c'est grâce à l'URSS que les nazis furent battus.

On pouvait discuter de tout, mais entre nous. Je me souviens d'une réunion à Wasmes sur le procès RAJK ou le procès SLÁNSKÝ. Un camarade avait mis en doute ce que l'on racontait. Il fut décidé que je discuterais de cela avec les camarades de la section de Colfontaine. J'y vins avec les Actes du procès (traduits en français, à l'époque du procès, par une maison d'édition communiste). Je lus des passages de l'acte d'accusation et des aveux. Le livre circula de mains en mains. Ils furent convaincus (de ce que pouvait être le régime stalinien) et effarés.

Comme je le décrirai plus loin (voir IV), dans mon activité à la section internationale j'ai toujours agi selon ma conscience (B3), mais je mettais toujours au courant des points essentiels mes camarades borains dont les convictions étaient profondes et qui m'avaient envoyés au CC (et ont continué, lors de congrès ultérieurs).

2. Juin 1976, c'était près d'un an après la signature de l'Acte final d'Helsinki. Dès 1977, ce fut la question des SS-20, de la bombe à neutrons, des fusées Pershing et des Cruise. Les SS-20 étaient-ils une simple modernisation de missiles soviétiques antérieurs ou bien s'agissait-il d'un changement stratégique ?<sup>5</sup>. De toute façon, ce qui nous pendait au nez était l'implantation de missiles américains en Belgique. Ce qui était dans la discussion était la possibilité d'une guerre préventive, d'une première frappe. Lorsqu'il fut question de l'installation de fusées en Belgique, cela devenait assez proche (j'ai commencé à me dire qu'une guerre en Europe était tout à fait possible lors de l'invasion de l'Afghanistan. Tout d'abord, le fait (cela rappelait la guerre de Finlande – la guerre approche, alors tant pis pour les formes civilisées, on se met en position). La façon dont le PC fut informé : Albert DE CONINCK fut appelé à l'ambassade de l'URSS au milieu de la nuit et on lui lut un texte (débile). Mais c'est, je pense, peu après (fin 79 ou début 80) que j'ai senti physiquement la guerre venir : il y eut à Bruxelles une réunion du style « Sécurité européenne ». La délégation soviétique comprenait des personnes que j'avais l'habitude de voir aimables et enjouées. Là ils disaient à peine bonjour et étaient verts (de peur, j'avais l'impression).

Ce fut un moment où le PCB-KPB joua un rôle. C'était dans le contexte du mouvement pacifiste, massif en Flandre, Église catholique et syndicats aux premières loges.

Le PC demandait aussi la création d'une zone de part et d'autres de la frontière entre les blocs, sans missiles nucléaires. Il semble que la proposition fut aussi (d'abord ?) celle du SED (DDR, HONECKER). Pour nous, l'idée d'une telle zone sous-entendait que ce ne serait pas une bonne idée de rompre l'équilibre<sup>6</sup>. La commission de politique internationale fit alors voter par le CC un texte (B2, p. 31-33) où nous ne demandions plus ni la sortie de la Belgique de l'OTAN (et nous rappelions ce qu'était pour nous l'OTAN) ni la disparition des deux alliances militaires. Mais nous demandions aussi l'application de toutes les clauses des accords d'Helsinki.

---

<sup>5</sup> ZAGLADINE (voir note 8) venait expliquer tous azimuts que les SS-20 étaient une simple modernisation qui ne changeait rien du tout. Depuis la publication des mémoires de GORBATCHEV (B4) il n'y a plus de doute : la décision de construire les SS-20 n'était pas justifiée par la sécurité de l'URSS, elle fut irresponsable, la réponse de l'OTAN fut prévue et mettait en cause la sécurité de l'URSS. La décision fut combattue en URSS même par des généraux compétents et courageux (B4, pp. 559-560). Tant qu'on en est aux mémoires, celles de Markus WOLF (B5) donne des éléments précis sur l'activité des services secrets du Traité de Varsovie dans les mouvements pacifistes et l'utilisation des « mouvements de la paix » (accord STASI-KGB, B5). Je ne suis pas certain d'en avoir été indemne (B6 et B7).

<sup>6</sup> Mais lorsque l'Espagne entra dans l'OTAN, l'équilibre fut alors rompu. L'entrée de l'Espagne dans l'OTAN m'avait été prédite par un membre informé du camp socialiste, dès l'assassinat de CARRERO BLANCO (le successeur désigné de FRANCO). L'attentat exigeait des moyens gigantesques. Pour lui c'était la CIA. Prophétie : « JUAN CARLOS va devenir le chef de l'État, le PCE va être légalisé et CARRILLO va rentrer en Espagne, laquelle va intégrer l'OTAN ».

Je lis maintenant que Louis VAN GEYT s'était adressé au ministre des Affaires étrangères (Charles-Ferdinand NOTHOMB) pour se plaindre du déséquilibre provoqué (la réponse fut que l'Alliance Atlantique étant une alliance défensive, personne n'avait à s'inquiéter).

J'ai retrouvé une trace manuscrite de ma participation à Madrid à une Rencontre européenne sur la sécurité, la coopération et les droits humains, les 13-15 février 1981. Comme je trouve que mon intervention résume bien notre position sur les questions discutées ici, j'en reproduis l'essentiel<sup>7</sup>.

3. Mon activité dans la section internationale porta donc d'abord sur le Congo (Zaïre).

En Belgique nous étions dans un des centres du système qui avait assassiné LUMUMBA et qui maintenait MOBUTU. Puis l'Afrique, et d'autres partis et mouvements de libération ayant une antenne en Belgique (le 14 février 2009, le CARCoB organise une première journée sur les liens du PCB avec des PC étrangers et présents en Belgique [les PC espagnol, italien, tunisien, et turc])<sup>8</sup>.

Pour la plupart de mes interlocuteurs, la vision était : il y a deux blocs et la puissance militaire de l'URSS était un contrepoids indispensable au bloc « impérialiste » (et l'OTAN dont la Belgique fait partie). Dénigrer l'URSS, c'était en fait les attaquer et aider l'impérialisme (en 1978 à Cuba (voir V) un responsable cubain m'a dit clairement qu'avec notre eurocommunisme, nous nous étions rangés du côté de l'impérialisme).

À nos interlocuteurs du « Tiers Monde » de bonne foi et avec qui nous nous entendions bien, il y avait la possibilité d'argumenter que nous étions un parti politique qui avait l'ambition de jouer un jour un rôle en Belgique. Alors il faut dire clairement ce que l'on veut. Nous, nous ne voulions pas de régimes du type de ceux imposés par l'URSS. Dès lors nous avons le droit de le dire publiquement et clairement. En outre, une Belgique plus progressiste serait aussi une aide aux peuples du Tiers Monde.

---

<sup>7</sup> « ... Nous sommes pour un dépassement des blocs militaires, blocs dont la logique attribue une dimension militaire de niveau mondial à tout ce qui se passe sur notre planète. Nous trouvons très important, pour eux-mêmes et pour la paix, qu'il existe des pays n'appartenant à aucun bloc et qui refusent de figurer dans une zone d'influence. Mais nous non plus n'estimons pas que des remises en cause unilatérales dans des alliances existant actuellement serviraient la détente (ce terme pris dans le sens de « climat décripé ») et le dépassement des blocs. En particulier, nous ne remettons pas en cause l'appartenance de la Belgique dans l'Alliance Atlantique. Mais nous mettons tous nos efforts, et ceci aux côtés des socialistes belges, flamands et francophones, des démocrates-chrétiens et d'autres, à ce que le poids de la Belgique dans l'Alliance Atlantique pèse dans le sens d'une recherche de négociations sérieuses pour arriver à un équilibre des armements au niveau le plus bas. C'est dans cet esprit que nous posons la question des missiles à moyenne portée. Nous voulons bien entendu que le poids des pays européens et des petits pays en particulier soit différent de ce qu'il est aujourd'hui. (Passage sur SALT II). Il serait par ailleurs utile de respecter la Charte de l'Alliance Atlantique dont le préambule précise que l'Alliance veut protéger le caractère démocratique des pays membres. Ceci pour parler de la Turquie. Pour terminer et pour faire bref, nous estimons nous aussi hautement préférable que le processus d'Helsinki se poursuive avec des difficultés que pas du tout. Nous estimons en particulier que la question des droits de l'homme est essentielle. Nous sommes clairs sur la question des droits de l'homme dans plusieurs des pays signataires du Traité de Varsovie. Mais nous n'estimons pas, de même que la plupart des participants à cette réunion, que l'on sert la détente et la paix en se braquant, sur cette question et celle de la non-ingérence, presque uniquement sur ces pays. Je vous remercie de votre attention. »

<sup>8</sup> Voir les textes de cette première journée, publiés sur le site Internet du CARCoB : [http://www.carcob.eu/fr/documents\\_761.html](http://www.carcob.eu/fr/documents_761.html)

#### IV.

### La section et les pays du « socialisme réalisé » (le Colloque)

**1.** Lorsqu'il était question de prendre position ou de mener une action, la seule question discutée était : « *Les faits sont-ils établis ?* ». C'était entre autre l'attitude de Louis VAN GEYT (président du parti) et d'Albert DE CONINCK, longtemps responsable aux relations internationales. Dans les cas que je vais décrire, la seule question que me posait Louis VAN GEYT (qui suivait toutes les questions de la section) était « *Es-tu certain de ce que tu dis ?* » et si « oui », alors nous nous exprimions clairement et sans le souci de ménager quiconque.

Mais il convenait d'être prudent car nous ne pouvions pas nous permettre une erreur. C'était normal (de ne pas affirmer des choses fausses), mais en plus nous ne courrions pas le risque de donner aux dirigeants des PC du socialisme réalisé et leurs amis de la Fédération liégeoise l'occasion de nous prendre la main dans le sac en diffusant des informations non fondées. On ne nous aurait pas ratés. Au moins deux fois je fus invité, pour prouver que je n'avais pas peur des Grand Frères, à écrire des choses non fondées dans Le Drapeau Rouge, (voir IV.c) et (note 9).

### **2. Le pays de l'Est où je fus le plus impliqué fut l'URSS.**

La section et la commission étaient bien sûr énormément concernées par les autres États « socialistes ». Mais pour la Tchécoslovaquie et la Pologne, le BP ou aussi le CC s'impliquaient souvent directement.

Je n'y fus impliqué que pour des cas ponctuels (voir ci-dessous) ou pour le contexte européen général (p.ex. notre demande d'application des Accords d'Helsinki). Je ne fus donc pas mêlé directement à l'action de mouvements dont les buts étaient précisément l'application de la « troisième corbeille » d'Helsinki. En relisant des documents, je me dis que j'aurais pu travailler avec le Comité du 1er mai, mais ce ne fut pas le cas.

### **Donc l'URSS : cas d'espèce et souvenir divers.**

a. Leonid PLIOUCHTCH. Il fut un des cas très connus d'opposant politique, mis en asile psychiatrique sans indice médical et traité de force par des médicaments destructeurs.

C'est probablement en 1974, à un congrès des mathématiciens (voir IX) à Vancouver que j'ai entendu parler de lui. Puis j'ai dû entendre parler de lui lors de réunions de mathématiciens à Paris (à l'occasion d'un séminaire trisannuel [le Séminaire Bourbaki]). Au congrès de Gand d'avril 1976 du PCB (où j'étais présenté au CC), j'ai interrogé sur lui (L.P.) Vadim ZAGLADINE<sup>9</sup>, qui faisait partie de la délégation soviétique. J'ai retenu de la

---

<sup>9</sup> Vadim ZAGLADINE fut très jeune un proche collaborateur de STALINE. Il s'occupait en particulier des liens avec la Belgique (on m'a dit qu'à l'époque de Paul-Henri SPAAK, il pouvait débarquer à Zaventem et être reçu immédiatement par lui). Puis il fut collaborateur de KHROUCHTCHEV, BREJNEV, je pense ANDROPOV, TCHERNENKO, et enfin GORBATCHEV. Il suivit celui-ci après sa chute, participa à la

discussion que PLIOUCHTCH était un opposant politique et qu'il avait été interné en hôpital psychiatrique (j'ignorais à ce moment que PLIOUCHTCH avait quitté depuis janvier l'hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsk [B10 - ouvrage fondamental, que je ne découvre que maintenant, sur plein d'aspects de la vie en URSS, fondamental en particulier sur une description et une explication de la facilité de la percée allemande en juin 1941]). Lorsque le Comité des mathématiciens<sup>10</sup> (7) organisa son accueil à Paris, cela ne posa aucun problème à la section (internationale) que j'aie salué PLIOUCHTCH, en me présentant comme un membre du CC du PCB. Jean-Paul VANKEERBERGHEN fit paraître cela dans le DR et cela causa des remous. Je me souviens d'une réunion à Bruxelles où un communiste liégeois « intellectuel rallié à la classe ouvrière », comme on disait à Liège, parla des « *Plioutcheries* ». En visite (VI.3) dans une section de la région de Liège (je pense : Saint-Nicolas), une camarade me demanda mon métier. Je répondis « *mathématicien* ». « *Mathématicien ! Eh bien ! Camarade, à ta place je ne serais pas fier !* ». Dans la Fédération liégeoise, « *mathématicien* » était devenu synonyme d'antisoviétique.

b. La façon dont nous avons eu à nous prononcer sur le cas de Vladimir BOUKOVSKI (le « dissident » soviétique échangé avec le régime de PINOCHET contre le secrétaire général du PC chilien, Luis CORVALÁN) est moins due au hasard.

C'est à une réunion du Comité des mathématiciens à Paris que j'appris son existence. Il y avait le projet de lancer une grande campagne sur deux noms : lui et le mathématicien communiste uruguayen José Luis MASSERA, emprisonné et torturé en Uruguay. Après mon retour à Bruxelles, Albert DE CONINCK s'informa auprès du PCUS (quelque chose comme : « *notre camarade Paul van PRAAG a été sollicité pour intervenir en faveur du citoyen soviétique Vladimir BOUKOVSKI. Que pouvez-vous nous dire sur ce dernier ?* »). Albert reçut une réponse sous la forme d'une « note verbale-écrite » : un diplomate soviétique lui lut lentement un texte pendant qu'Albert pouvait noter. C'était très clair : en fin d'enseignement secondaire BOUKOVSKI avait eu dans son école une activité antisoviétique. Donc, on l'avait interné. Il fut libéré et recommença. Donc, on le ré-interna. Il était inutile d'investiguer plus loin (j'aurais pu : voir B10) : c'était donc un régime qui trouvait naturel d'interner un lycéen en désaccord. Ce fut donc en plein accord avec la section qu'avec un collègue de la KUL, nous avons lancé au sein de la Société Mathématique de Belgique-Belgisch Wiskundig Genootschap un appel à soutenir les initiatives pour libérer BOUKOVSKI et MASSERA (les deux furent libérés). Les positions que pris plus tard BOUKOVSKI posèrent problème à certains qui l'avaient

---

Fondation GORBATCHEV, et mourut il n'y a pas très longtemps (il fut professeur invité dans une université française (**laquelle ?**)).

<sup>10</sup> a) Quelques mots sur le comité de mathématiciens : Michel BROUÉ, Henri CARTAN et Laurent SCHWARTZ. Les deux derniers étaient des mathématiciens d'envergure mondiale (le premier, plus jeune, l'est devenu plus tard). Tous trois étaient de gauche. Plus : lors de la guerre d'Algérie, les deux derniers s'étaient engagés pour le mathématicien communiste Maurice AUDIN, torturé et assassiné par l'armée française. Michel BROUÉ, qui apparaissait comme la tête pensante, était actif chez les trotskystes lambertistes. Pour PLIOUCHTCH et puis BOUKOVSKI (voir IV.b. ci-dessous) le caractère criminel des pratiques en URSS ne souffrait aucun doute.

b) Je précise que conformément aux règles de politesses théoriquement en vigueur dans le MCI, j'avais été à Paris informer Pierre JUQUIN (le porte-parole du PCF sur ces questions). En effet : un membre du CC du PCB allait avoir une activité politique en France. La procédure était très souple : Albert DE CONINCK écrit à Gaston PLISSONNIER (secrétariat du PCF), qui lui répond. Alors je peux discuter d'un rendez-vous avec JUQUIN.

défendu. Pas à moi : avec ce qu'il avait connu d'un régime qui se qualifiait de communiste, je pouvais comprendre qu'il ne portât pas en son coeur tout ce qui était qualifié de communiste. Le surprenant (pour moi) furent les positions politiques (élaborées et « à gauche ») de cette grande personnalité qu'est Léonid PLIOUCHTCH.

c. Un exemple de prudence nécessaire fut le cas d'Anatoly CHTCHARANSKI (aujourd'hui homme politique d'extrême-droite en Israël).

Il avait fait partie du groupe pour l'application des accords d'Helsinki et a été interné, je pense, après avoir demandé un visa pour Israël et persisté après le refus. Il n'y avait aucun doute non plus sur le côté scandaleux du sort qui lui était fait et j'ai signé un appel pour le libérer. Mais : je reçois un jour un appel téléphonique de quelqu'un que je connaissais, actif dans les milieux du soutien aux Juifs d'URSS, mais qui pendant la seconde guerre mondiale avait pris des risques gigantesques pour aider financièrement le PCB. Il me dit que dans une émission à la radio soviétique, CHTCHARANSKI avait fait l'objet d'une attaque clairement antisémite et que je devais écrire une protestation dans *Le Drapeau Rouge*. Je lui ai demandé d'en dire un peu plus : date de l'émission et précision sur l'attaque antisémite<sup>11</sup> ? Il me promet une réponse. Plus tard : « *C'est difficile car le texte est en Russe* ». Moi : « *Pas de problème : on va trouver à Bruxelles quelqu'un qui comprend le Russe* ». Plus tard : pas de texte, « *mais Jean ELLEINSTEIN (à l'époque encore au PCF) a signé* ». Je téléphone à ELLEINSTEIN. Il a signé mais n'a pas vu le texte. Cet historien m'ajoute que, si nous demandons des précisions, c'est parce que nous avons peur de nous opposer aux Soviétiques. Et je n'ai plus eu de nouvelles de mon premier contact.

---

<sup>11</sup> Les Juifs en URSS :

- en 1976, ZAGLADINE (voir note 8) m'avait dit qu'en URSS, des paroles antisémites conduisaient leur auteur devant un tribunal, en vertu d'un article du code pénal réprimant les tentatives d'opposer une nationalité soviétique à une autre. Il m'a parlé d'un procès qui venait de se tenir à Moscou. Je lui ai demandé de me faire parvenir une référence. Plus tard je l'ai relancé, mais sans succès. J'en profite pour dire ceci : selon lui, il n'avait connu qu'un seul dirigeant antisémite : Nikita KHROUCHTCHEV, qui l'était maladivement et savait qu'il devait faire attention (à ce que cela ne ce voit pas trop). Pour lui ce n'était pas le cas de STALINE, lequel était fasciné par les Juifs (en toile de fond il y avait bien sûr que, pour STALINE, anéantir et/ou déporter des populations ne posait pas de problème, mais voir de sa part une hostilité particulière vis-à-vis des Juifs était une vision fausse).
- En ?, j'ai participé à un débat télévisé à La Pensée et les Hommes, avec un Juif ukrainien qui était parvenu à rejoindre l'Occident. Le débat est civil. Après le débat le Juif ukrainien me dit qu'il n'est pas Juif du tout. Il s'est inventé, selon l'usage en URSS, une famille juive en Occident : c'était la seule façon de pouvoir passer en Occident.
- Un membre du Département international du PCUS m'a un jour expliqué pourquoi il n'était pas antisémite, alors que par son milieu familial, ç'aurait été naturel. Les secteurs de la vie à Moscou étaient relativement homogènes, « ethniquement » parlant. Il y avait des endroits où un Juif n'avait aucune chance (à l'exception d'un que l'on pouvait montrer. J'ai vu un cas où l'exception était intarissable sur le « sionisme », même lorsque le sujet de la discussion n'avait rien à voir. C'était pénible). Mais dans d'autres secteurs, il était très difficile d'entrer si l'on n'était pas Juif. Par exemple : des métiers autour de la musique. L'épouse de mon « collègue » s'estimait victime des Juifs. Mais pour lui il y avait un problème : pour des raisons historiques, le Département international ignorait l'antisémitisme et, avant-guerre, il était peuplé de Juifs. Lui-même descendait d'un membre (non juif) du Komintern et il lui était impossible d'être antisémite.

J'ai toujours ignoré la motivation de cette tentative de me faire signer dans *Le Drapeau Rouge* une accusation sans élément de preuve. Par contre, dans un autre cas, il n'y avait aucun doute<sup>12</sup>.

d. Mes relations avec le département international du PCUS furent au début dans ce climat-ci. En 1977 je fus désigné dans la délégation du PCB aux festivités du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution Bolchévique (Claude RENARD, vice-président du PCB, Louis ROTH et moi, membres du CC). Peu avant j'avais fait l'objet d'une demande d'aide d'une ancienne membre de l'Orchestre Rouge qui aurait bien voulu pouvoir venir à Bruxelles, voir sa famille. Cela lui était interdit. J'informai (avec l'accord de Louis VAN GEYT et d'Albert DE CONINCK) le fonctionnaire soviétique ad hoc (Dimitri YAKOUKHINE, dit Dimitri I dans [B7]) de mon intention de rendre visite à Moscou à cette citoyenne soviétique. Ce furent des hurlements de D.Y. qui me dit sur un ton solennel que jamais l'URSS ne tolérera d'ingérence étrangère. Il reçut après la réaction de Louis VAN GEYT. Mais arrivé à Moscou, dans l'hôtel du CC (avenue Plotnikov ?), mon passeport ne me fut pas rendu (et je ne pouvais dès lors quitter l'hôtel qu'accompagné). J'informai mes camarades (belges). Ma réaction immédiate fut de vouloir rentrer en Belgique. Mais mon statut de délégué du PCB m'imposait (vis-à-vis du PCB) de la réserve et je dus attendre la fin des cérémonies pour rejoindre Bruxelles. Je ne l'ai pas regretté : j'ai pu remarquer le poids dont jouissait à Moscou le PS (belge) dont la délégation était dirigée par André COOLS (voir V).

Tant qu'on y est, le département international du PCUS était situé dans l'ancien immeuble du Komintern. Et son responsable, Boris PONOMAREV, occupait le bureau qu'il occupait sous DIMITROV. Jan DEBROUWERE et moi fûmes un jour reçu par lui. On nous avait averti qu'il fallait être poli parce qu'il était vieux et un peu sénile. Il était vieux mais pas sénile du tout.

---

<sup>12</sup> Monsieur « M ». Un jour un couple que je connaissais m'amène un Monsieur M. Il est Bulgare et réfugié. Il était persécuté en Bulgarie pour deux raisons :

- a) il mettait en cause la théorie de la relativité restreinte d'EINSTEIN,
- b) il s'opposait à JIVKOV. Il demande que j'écrive un article là-dessus dans *Le Drapeau Rouge*.

Réponse :

« 1°) je n'écris pas un article de physique, mais s'il le souhaite je le mets en contact avec des physiciens belges. En fait, il avait imaginé une expérience qui, si elle était concluante, aurait contredit celle de MICHELSON sur la vitesse de rotation de la terre et qui conforta EINSTEIN. On lui avait refusé le subside pour l'expérience.

2°) puisque nous avons des relations avec le PC bulgare, je n'écris un papier sur une question bulgare qu'après avoir pris contact avec ce PC ».

Question : est-il « d'accord avec ces deux procédures ? ». Réponse : « oui ».

Pour le 1°), cela se fait à l'UCL. Le physicien David SPEISER l'invite à présenter son projet d'expérience à son séminaire à Louvain-la-Neuve. Il y a une discussion. Après, SPEISER me dit que M sait de quoi il parle, que son projet a un sens, mais que jamais il ne trouvera de crédit en Belgique à cause de son prix qui serait gigantesque.

Pour le 2°), je pose la question par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Bulgarie à Bruxelles. J'ai une réponse : Mr. M est connu de leurs services et on estime qu'il n'est pas très équilibré.

Le 1°) m'indique que Mr M est probablement de bonne foi et j'incline dès lors à admettre la conclusion de 2°).

Puis arrivent les vacances. Où Mr. M. prend-il ses vacances ? En Bulgarie, et ce dissident revient en Belgique. Lorsque je revis par hasard l'ambassadeur, je le félicitai (on a essayé de me faire écrire un papier ridicule dans *Le Drapeau Rouge*). Réponse de l'ambassadeur « Mais la Bulgarie est un pays démocratique, ce n'est pas parce que Mr M est un opposant qu'il faut empêcher ses déplacements ».

e. Belgique-URSS. C'était une association d'« amitiés ». Dans son conseil d'administration une place était réservée à un représentant du PCB. Un jour Louis VAN GEYT m'y délégua. Au conseil d'administration de cette association, ce fut très mal reçu. Un comte authentique qui commerçait avec l'URSS dit que ma présence n'était pas opportune.

Un jour deux permanents de l'association voulurent une augmentation de l'aide soviétique.

Un Soviétique (dont la fonction sociale était, je pense, à Aeroflot) vint me voir pour dire que pour que la subvention soviétique augmente, il fallait que Louis VAN GEYT le demande. Je communiquai cela à Louis VAN GEYT qui me dit de l'envoyer paître. Une autre fois Jan DEBROUWERE et moi étions en visite à Moscou. Nous avons été reçus par le responsable pour l'URSS de toutes les associations d'amitiés. Son discours fut que ce que nous avons à faire à Belgique-URSS était de leur obéir puisque c'était eux qui payaient.

J'assumai ma fonction de membre du conseil d'administration, jusqu'au jour où les deux permanents vinrent dire à Louis VAN GEYT que les Soviétiques leur avaient dit que s'il voulait conserver leur aide matérielle (soviétique), je devais partir. Comme ils ne m'avaient pas informé, et devant le risque de perte d'emploi, je n'ai pas attendu d'en discuter avec Louis VAN GEYT et j'ai démissionné. Je ne me souviens plus qui m'a remplacé.

f. En 1977 (?), j'ai participé à la RTBF (studio de Liège) à un débat télévisé sur l'anniversaire de la Révolution soviétique. J'étais là sur proposition du BP. Le débat était organisé sous la forme d'un aimable procès du PCB. J'ai dit aux organisateurs ce que je pensais de leurs pratiques. Mais à un moment vint la question des internements psychiatriques en URSS. J'ai alors dit que leur existence ne faisait aucun doute et que, pour le PCB, c'était une honte. Mes camarades liégeois se sont écroulés de colère et ont demandé au BP de me désavouer. Le BP m'a soutenu. Mais ce que mes camarades liégeois ignoraient est qu'après le débat je reçus à mon domicile privé un coup de fil d'un membre de l'appareil du PCUS dont j'ignorais la présence en Belgique. Ils avaient assisté à l'émission à leur ambassade, avenue De Fré. Il m'a dit d'un ton aimable (inhabituel) qu'en fait ils furent assez soulagés : de ma part ils avaient attendu pire.

### ***Les autres PC de l'Est européen et problèmes liés : questions ponctuelles.***

#### ***3. La Bulgarie.***

a. Voir note 11.

b. En 1979 à l'occasion de notre congrès une délégation du CC (belge) fut invitée à un repas à l'ambassade de Bulgarie, pour y rencontrer la délégation bulgare. C'était très bon et ils ne lésinaient pas sur la boisson. À la fin du repas, on nous informe que la situation dans les Balkans est très grave entre la Bulgarie et la Yougoslavie, au sujet de la question macédonienne. Le terme de « guerre » (menace de guerre) est prononcé. On nous soumet un projet de communiqué dans lequel il est écrit que le PCB-KPB soutient la

juste position du gouvernement bulgare. Je dis qu'à titre personnel, puisque je n'avais jamais entendu parler de cette question, je ne m'associerais à aucune prise de position là-dessus. Cette question complexe me laisse d'autres souvenirs gastronomiques : je fus invité par l'ambassadeur qui m'entretint de cette question macédonienne. J'informai l'ambassade yougoslave que j'avais écouté les Bulgares sur la question. Je fus alors invité par un diplomate yougoslave dans un excellent restaurant yougoslave du centre de Bruxelles. Pour les Yougoslaves, il y avait des Macédoniens en Bulgarie. Ce que niaient les Bulgares qui disaient que le concept « macédonien » était uniquement un concept géographique. (Mon impression finale devant l'ensemble du dossier fut qu'en tout cas je fus perplexe aussi devant la position de TITO, qui s'estimait le protecteur naturel de toutes les nationalités représentées en Yougoslavie).

#### **4. La Tchécoslovaquie.**

C'est une question où les instances du parti (Congrès, CC, BP) se sont abondamment exprimées. Cela a dû apparaître dans les exposés ad hoc.

Lorsque j'arrive à la section, la chape (sur la Tchécoslovaquie) est là. La documentation fournie par le PCT suffisait amplement à se faire une opinion (p.ex. voir B8, qui parle des signataires de la Charte 77. Le terme de nauséabond est parfaitement adéquat).

Le sentiment du PCB (majoritaire, dans ses instances élues, à l'époque de ma présence dans la section) était je pense : la Tchécoslovaquie était un pays occupé militairement. La condition prioritaire pour que les Tchécoslovaques puissent choisir leur régime était que les forces soviétiques rentrent chez elles. En ne demandant plus que la Belgique quitte l'OTAN (voir III.2.), nous n'avons pas ajouté que si, pour nous, la Belgique pouvait rester dans l'OTAN, la Tchécoslovaquie devait sortir du Traité de Varsovie (ce qui aurait été immédiat si les Tchécoslovaques avaient pu s'exprimer). Les forces armées présentes en Tchécoslovaquie faisaient partie des discussions américano-soviétiques de l'époque sur les forces armées des deux camps. Un choix (pour nous) aurait pu être de penser à la Tchécoslovaquie seule et alors la solution aurait été de couper les ponts avec ses occupants (mais on a failli être hors du Mouvement Communiste International, un peu poussés [voir note 2]).

Ce ne fut pas le choix pris (par les instances élues du PCB-KPB, voir VI.2). Nous nous bornions à exprimer notre dégoût aux dirigeants tchécoslovaques, en leur disant que leur comportement servait d'épouvantail à tous ceux qui dans le monde voulaient construire une société plus juste et plus humaine. Mais cela n'allait pas au-delà. J'ai trouvé un bon résumé de cela dans un extrait d'une résolution du BP (4 juin 1978) : « *Au risque d'être mal compris de beaucoup de travailleurs et de démocrates belges, le PCB s'est donc borné, durant une longue période, à confirmer ses positions de 1968, tout en observant une grande réserve à l'égard de l'évolution intérieure de la Tchécoslovaquie. Mais les faits ont malheureusement montré que cette évolution continuait à donner aux adversaires du socialisme en Belgique trop de prétextes et d'arguments pour alimenter leur campagne anticommuniste contre les forces de progrès. Au surplus des questions de*

*principe fondamentales se sont posées. « Nous ne pouvons admettre », est-il dit dans un rapport approuvé le 21 janvier par le Comité central du PCB, « que des personnes qui se bornent à lancer des appels en faveur des droits individuels soient l'objet de poursuites et de persécutions comme ce fut les cas pour les signataires des signataires de la Charte 77 » ».*

Nous dialoguions avec les comités ad hoc, mais de l'extérieur. Je ne me souviens pas de discussions à ce propos à l'intérieur de la section (mais cela ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas eu).

Un jour le BP a décidé que le PCB serait représenté par moi au congrès du PCT. Je refuse : c'est un pays occupé militairement et dont le régime illégitime est infect<sup>13</sup>. On me répond que justement parce qu'il y a ce type de problème, on n'envoie pas quelqu'un du BP. Le fait de me déléguer était une punition (au PCT). Réponse : zut.

Remarque. Quelqu'un comme moi, membre du CC mais pas du BP, avait une utilité : être présent dans certains cas, mais pas trop (voir aussi la note 2).

J'eus un seul contact avec le PC tchécoslovaque : un Congolais vient nous demander de l'aide. Inconnu chez les Congolais en qui nous avons confiance. Il dit : « *J'ai vécu en Tchécoslovaquie, vous pouvez demander son avis sur moi à BILAK* ». Réponse : « *Voulez-vous que je le fasse vraiment ?* ». Réponse : « *Oui* ». Cela se fait par l'intermédiaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie. Plus tard un coup de fil de l'ambassade « *Le camarade BILAK connaît l'intéressé et il ne peut émettre un avis favorable* ».

## **5. La Pologne.**

Cela a certainement été fort abordé dans ce colloque<sup>14</sup>

## **6. La DDR (République Démocratique Allemande, l'Allemagne « de l'Est »).**

a. Voir note 2.

b. J'ai participé à plusieurs réunions bilatérales avec le SED (le PC de la DDR). Une fois avec une personnalité de premier plan (Hermann AXEN). Trois souvenirs qui me viennent sous la touche :

<sup>13</sup> J'avais moins de problèmes à aller en DDR où la présence soviétique pouvait mieux s'expliquer. Un régime dictatorial en Tchécoslovaquie était une nouveauté, et sous l'étiquette « socialiste » en plus.

<sup>14</sup> En 1977, une délégation du POUP est en visite en Belgique, à l'invitation, je pense, du PS. Dans la foulée, une rencontre est organisée avenue de Stalingrad. C'était juste après que le gouvernement polonais ait doublé le prix du pain. Les gens étaient descendu dans la rue, les forces de l'ordre avaient tiré, il y eut plusieurs morts. Nos invités nous expliquent que bien sûr en Pologne tout le monde n'est pas content : il y a des opposants. On nous donne le nombre exact (moins de cinquante) de ces opposants. Augustin DUCHÂTEAU : « *Vous-vous moquez-vous de nous ?* ». Ils avaient préparé un projet de communiqué commun qui disait en gros : « *Le PCB-KPB estime que les décisions du gouvernement polonais reçoivent l'assentiment de la population (polonaise)* ». Augustin DUCHÂTEAU : « *Mais on vient de vous dire le contraire* ». Les Polonais : « *Comme c'est difficile de discuter avec vous. Nous venons du boulevard de l'Empereur (le PS) et ils ont signé un communiqué comme ceci* ». Je me dis « à d'autres », mais j'ai vérifié. Ils avaient raison : c'était dans *Le Peuple*.

1) Une visite justement de AXEN en Belgique, en tant que représentant de la DDR. AXEN a des entretiens avec Leo TINDEMANS (le Ministre (CVP) des Affaires étrangères). Puis on parle partout d'un mini-incident diplomatique. Un diplomate de la DDR me dit que c'est scandaleux : on a voulu qu'AXEN rencontre un fonctionnaire. Le fonctionnaire était Philippe MOUREAUX, Ministre-Président de la Communauté française. L'ambassade à Bruxelles (et/ou les services ad hoc à Berlin) semblaient n'avoir strictement rien compris aux changements institutionnels en Belgique (et il est possible que TINDEMANS ait joué là-dessus (mais à l'époque c'était la Communauté française qui tenait à son autonomie [par rapport à l'État belge]).

2) Nos camarades du SED nous informent confidentiellement – entre camarades on se dit tout – que le chanteur Wolf BIERMANN a des relations sexuelles sur un grand lit avec plusieurs femmes en même temps. Jean BLUME exprima son admiration. Ce point peu fondamental est tout de même exemplatif du niveau que parfois prenaient ces « rencontres bilatérales » (ainsi après l'apparition de Solidarność, nos camarades polonais nous informèrent longuement que WAŁĘSA était vraiment très bête et n'avait aucun sens politique).

3) Une autre expérience humaine à l'ambassade de DDR : lorsque mon camarade iranien fut arrêté sous KHOMEINI (IV, 11, 2)), il y eut l'idée que l'on pourrait trouver une aide efficace en DDR. Avec l'accord d'Albert DE CONINCK, je me rendis un week-end à l'ambassade, boulevard Saint-Michel. Je pus entrer et l'on prit mes empreintes digitales (ils savaient très bien qui j'étais. Mais ma préoccupation première était le sort de mon camarade et je me suis donc laissé prendre les empreintes).

## **7. La Yougoslavie.**

Nous avons des relations de parti à parti (dès fois bizarres comme lors d'une rencontre en Yougoslavie, juste après la mort de TITO. Je ne détaille pas). Mais voici un souvenir. En Belgique, il y eut un temps trois « kominformiens » (les partisans yougoslaves de STALINE, lors de la rupture officielle entre celui-ci et TITO). L'un fut égorgé dans une arrière-cour à Bruxelles et un autre (DAPČEVIĆ) fut enlevé en Roumanie et jugé en Yougoslavie (il avait la nationalité belge et TINDEMANS protesta). Le troisième s'adressa à nous. À l'ambassade de Yougoslavie, j'indiquai à un diplomate que ces égorgement et enlèvement nuisaient à la bonne image qu'avait en Belgique la Yougoslavie de TITO, et lui dit que nous demandions avec insistance qu'ils laissent le troisième en paix. Le diplomate me répondit « *Nous, les opposants à TITO, on les tue* ». Mais il promit d'étudier la question. Ce troisième termina tranquillement sa vie à Schaerbeek (ou à Jette ?).

## **8. Hors d'Europe, mais lié au sujet.**

Dans tous les cas où nous pouvions avoir un avis, nous nous exprimions sans tenir compte des réactions éventuelles des autres PC. Un cas exemplatif : l'Érythrée. Un jour, un des fronts de libération de l'Érythrée nous demande un entretien. Nous discutons avec eux et faisons paraître dans Le Drapeau Rouge l'annonce que nous les avons reçus et avons discuté. Horreur chez nos amis du socialisme réalisé. Trahison ! Le contexte : sous l'empereur HAILE SELASSIE, décrit comme outil de l'impérialisme américain, le

Front s'était créé. On expliquait que dans leur histoire l'Éthiopie et l'Érythrée n'avaient rien eu à voir entre elles et que tous les progressistes du monde soutenaient la juste lutte du peuple érythréen pour son indépendance. Cette lutte était soutenue matériellement par le camp socialiste (partisans formés à Cuba). La Somalie était du côté progressiste. Puis l'empereur est renversé et le marxiste-léniniste MENGISTU a le pouvoir. Dès lors, le régime somalien est valet de l'impérialisme et la lutte du Front devient objectivement réactionnaire (ce fut aussi l'avis de KADHAFI). Les combattants érythréens n'ont pas compris qu'ils devaient alors se revendiquer comme Éthiopiens et ont continué leur lutte pour l'indépendance. Susa NUDELHOLE m'avait expliqué que notre pratique est de parler avec quiconque veut nous parler et que ce n'est pas à nous de trancher sur des sujets que nous ne maîtrisons pas. Lorsque les Érythréens demandent à nous parler, nous parlons. Après cela, l'ambassade d'Éthiopie veut aussi s'exprimer. Pour *Le Drapeau Rouge*, Jean-Louis TILLEMANS (décédé jeune ; journaliste talentueux, d'opinion nettement « eurocommuniste », il fut un modèle de rigueur intellectuelle) est reçu par l'ambassadeur d'Éthiopie et rédige une interview pour le *DR*. Là, dans mon souvenir, autre problème : il doit insister pour que son article paraisse. La position de l'ambassadeur serait contraire aux positions du PCB (lequel ne s'était évidemment jamais exprimé là-dessus. Et même si ?). Mais cette question érythréenne fut pour moi une aide à une clé de lecture de l'apparition d'autres mouvements spontanés de libération (et leurs conséquences humaines. Par exemple le Sahara occidental).

9. Selon les coutumes en vigueur dans le MCI, tous les partis communistes avaient une espèce de statut de parti-État (surprenant lors des visites « officielles » dans les États socialistes). Nous avons donc des relations « diplomatiques » !

Ainsi pour des États officiellement représentés en Belgique, l'ambassadeur se présentait d'abord au roi des Belges et puis au président du PCB, dirigeant légitime du peuple belge et de sa classe ouvrière.

Parfois c'était encore plus comique. Un jour d'août, l'ambassadeur de Mongolie est très fâché parce que, arrivant à l'improviste au siège du CC, il n'est pas reçu immédiatement par Louis VAN GEYT (qui sillonnait avec sa camarade-épouse des routes de France dans leur 2CV). Il tenait bien sûr à exprimer à Louis l'affection du peuple mongol pour le peuple belge dirigé par son Parti Communiste avec à sa tête Louis VAN GEYT. Constatant qu'il parle avec un simple membre du CC (et non un membre du BP, il n'y en avait aucun dans l'immeuble), il se lève dignement et, sans dire au revoir, part avec son interprète.

10. Cette dualité parti-État est apparue dans des points ci-dessus. Mais dès fois il y avait un autre aspect. Nous recevons une délégation du PC coréen (du Nord). Albert DE CONINCK fait les présentations et, pour moi, ajoute : « *Le camarade est professeur dans une université* ». Réaction glaciale. Il ajoute alors « *Il est président de la commission militaire du CC* » (c'était vrai, l'objet était de définir notre attitude face à l'objection de conscience). Alors les camarades coréens s'avancent en souriant vers moi et m'étreignent : j'étais bien sûr le dirigeant de la guérilla militaire que le PCB menait en Belgique contre l'occupant américain. Ce ne fut pas le seul cas où, pour des communistes étrangers, le statut du PCB dans la capitale de l'OTAN, donc de l'empire américain, devait

être celui de parti interdit, dirigeant ou non une lutte militaire. Parfois il y avait un peu d'étonnement devant la plaque (indiquant que l'on était bien au PCB-KPB) sur la façade du CC, mais on faisait comme si l'on n'avait rien vu.

### **11. Amnesty International.**

a) Mon amie Cécile ROLIN me soumet deux listes de prisonniers d'opinion au Bénin, alors régime à couleur « marxiste-léniniste » : une liste d'étudiants et une liste de militaires.

Je prends rendez-vous avec l'ambassadeur du Bénin que je connaissais.

Réponse :

- les étudiants : il ne connaît pas les cas et il va poser la question.
- par contre, les militaires il connaît très bien et, en fait, il les connaît tous. « *J'étais dans le palais présidentiel lorsqu'ils ont attaqué à l'arme lourde. On a eu le dessus. Dans d'autres pays ils auraient été exécutés sur le champ. Au Bénin, ils auront droit à un procès. Le qualificatif de « prisonniers d'opinion » est comique* ».

Je transmets à Cécile, en demandant un commentaire d'Amnesty. D'après mes notes, Cécile s'informa et confirma les dires de l'ambassadeur.

b) Après que KHOMEINI se soit retourné contre les communistes (le Tudeh), un camarade iranien, mais qui avait aussi la nationalité belge (par son mariage) retourne en Iran et est arrêté. Son épouse, qui était restée en Belgique se démène et s'adresse à Amnesty. Réponse « *Nous ne nous occupons que des prisonniers qui n'ont pas de sang sur les mains* ». Mon camarade n'avait pas de sang sur les mains. Et j'ai retenu la réaction.

c) En général (pas seulement pour Amnesty), lorsqu'on me demandait d'intervenir auprès des pouvoirs à l'Est, je renvoyais à des intermédiaires qui avaient plus de chances d'être entendus :

- le chanoine GOOR, qui était reçu à bras ouverts au Kremlin;
- André COOLS. En URSS, il avait le statut d'ami.

Commentaires : cela n'empêche pas que je trouve très utile l'existence d'A.I. Et je sais bien que les pratiques peuvent différer d'un groupe d'A.I. à un autre. Pour la Belgique je trouve que la situation ces derniers temps est exemplative : la campagne contre la peine de mort. Le 14 octobre dernier, il y a eu une exécution au Texas pour un meurtre commis en 1984 et dont le condamné avait toujours nié sa culpabilité. On n'a apparemment pas trouvé l'adresse de l'ambassade des États-Unis.

### **V. Le PS**

La question a certainement été beaucoup évoquée au colloque.

1. En fait le PS avait des relations fraternelles avec le PCUS et les autres partis du « camp socialiste » (un fait mineur, mais quand-même : voir note 13). Il était évident que, vu d'URSS, c'était eux l'interlocuteur privilégié.

2. Dans mon souvenir, nous aussi, au moins pour ce qui concerne les relations internationales. Lors de la réunion de Madrid (voir III.2, dernier paragraphe) il y avait une importante délégation de membres du PS (dont Oscar DEBUNNE, Étienne GODIN et Viviane JACOBS).

3. C'est à l'occasion d'une visite à Cuba en juillet 1978 que j'eus l'occasion de faire connaissance avec cette personnalité attachante que m'est apparue Alain VAN DER BIEST, qui représentait là à la fois le PS et le ministre PS des Affaires étrangères (Henri SIMONET). Nous étions tous les deux là pour cause de Congo (Zaïre) (la guerre du Shaba [le Katanga]). Nous eûmes de longues discussions devant des bouteilles de rhum local (il m'a parlé alors du mal [l'alcoolisme] dont il pensait alors pouvoir guérir. C'est dans la vie épuisante des cabinets ministériels qu'il avait trouvé l'alcool pour pouvoir tenir le coup. En sortir était autre chose).

Il avait une vision politique très argumentée et sentimentale. Son avis était qu'en Italie, c'était dans le cadre du PCI qu'il aurait travaillé. En Belgique, pour être utile à ce que nous voulions tous les deux, il avait choisi le PS (et, chose pour lui importante, aussi politiquement : travailler avec André COOLS).

Il s'agissait donc d'un parti progressiste jouant un rôle réel dans la vie politique du pays et en bons rapports avec l'Est.

Mais le PS était dans l'OTAN (par sa présence au gouvernement). Nous n'étions pas dans le Traité de Varsovie, mais nous entretenions des relations d'origine historique avec les partis au pouvoir de ce Traité. C'était souvent pardonné (par nos censeurs) au PS mais pas à nous.

## **VI. L'état du PCB – KPB**

### **1. La Fédération liégeoise.**

Voir d'abord bien sûr l'intervention de Jules Pirlot.

Lorsque j'entre au CC, un courant « pro-brejnévien » s'était structuré autour de la Fédération liégeoise et de son secrétaire Albert JUCHMÈS, appuyé par des personnalités comme Marcel LEVAUX. Les avatars de l'UDP (voir VIII) étaient interprétés comme ceci : l'UDP allait signifier la disparition du PCB, avant-garde de la classe ouvrière (ceci dit, devaient être privilégiés les liens avec un autre parti implanté dans la classe ouvrière, mais qui lui n'était pas son avant-garde : le PS). Ce constat suscita une théorie : la tentative de l'UDP allait de pair avec l'antisoviétisme de la direction du parti depuis la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie. Comment expliquer cette trahison de classe ? Eh bien la direction du parti a échappé à la classe ouvrière : Louis VAN GEYT est d'origine bourgeoise<sup>15</sup>. Après le congrès de Gand, il y eut une commission de

---

<sup>15</sup> Lorsque plus tard je fus amené à fréquenter la Fédération de Liège, j'y fus toujours accueilli aimablement par JUCHMÈS. Je n'ai rien d'un ouvrier et il pouvait dire : « Voyez : la direction du parti, c'est

« liaison » avec la Fédération de Liège<sup>16</sup>. J'y fus incorporé. Le courant pro-brejnévien suscitait des sympathies dans d'autres fédérations, dans toute la Belgique. Les Soviétiques ne cachaient pas leurs liens, exemples visibles : démarches de diplomates vers des militants de fédérations (alors que théoriquement ce type de liens devait passer par le CC), invitation de JUCHMÈS aux réceptions de l'ambassade de l'URSS, etc.

Les conditions semblaient donc réunies pour l'apparition en Belgique d'un parti pro-brejnévien (comme par exemple en Espagne, en Norvège, etc.). Il n'a dépendu que de la volonté du PCUS (de ne pas le créer). Pour cette non-création, il y a plein de conjectures.

2. Ce courant brejnévien qui s'exprimait publiquement impliquait bien sûr que les communistes qui trouvaient que nous devions couper les ponts avec les régimes de l'Est, éprouvent aussi le besoin de s'exprimer publiquement. C'est ce qui se passa, et je pense qu'on en parlera abondamment ici. Le cas du *Drapeau Rouge* est un cas en soi.

Mentionnons que, pour l'extérieur, savoir où en était le PCB devenait difficile. Dans l'annexe à ce texte, je donne une sorte d'audit fait par l'ambassade des États-Unis à Bruxelles.

3. Lors de ma période active dans la section, la situation était donc, d'une part, un PS puissant, orienté à gauche, fort ouvert vis-à-vis des PC de l'Est et l'interlocuteur privilégié du PCUS, et, d'autre part, quelque chose qui ressemblait à un futur parti brejnévien, qui approuverait la direction soviétique quoi qu'elle fasse, avec une implantation ouvrière et syndicale, et une base électorale. Dans ces conditions, maintenir alors un PCB me paraît a posteriori une mission impossible.

Après coup, je pense que l'on peut dater le début de la fin du PC à la conjonction des suites de l'occupation de la Tchécoslovaquie et de la fin de l'UDP.

## VII.

### Flashback (d'où je sortais [question posée au colloque])

1. Entrée à la Fédération boraine au printemps 1976. Il y avait eu des mouvements dans les universités et Pierre GILLIS et moi, avons été actifs dans ce cadre à l'Université de Mons (alors Centre universitaire de Mons), et Jacques TEGHEM à la Faculté Polytechnique de Mons.

GILLIS, TEGHEM et moi faisons partie de la Fédération bruxelloise. Urbain COUSSEMENT nous proposa d'adhérer à la Fédération de Mons-Borinage. GILLIS et moi acceptâmes et nous nous trouvâmes dans le bain de la grande querelle au parti, préparatoire au congrès de Gand. Dans le parti, la situation était : après la mort de Marc

---

cela ». Par contre des militants ouvriers comme Marcel COUTEAU ou Robert DUSSART y étaient traités avec haine : ils avaient trahis leur classe. Moi pas : j'étais fidèle à la mienne (la bourgeoisie).

<sup>16</sup> Au congrès de 1976, après un mauvais score de JUCHMÈS à la commission des candidatures, les Liégeois retirèrent leurs candidatures. Deux Liégeois (Marcel BERGEN et Gérard DEGLIN) furent quand même élus et restèrent au CC. Au congrès suivant, les Liégeois réintégrèrent le CC plus en nombre.

DRUMAUX, Louis VAN GEYT était devenu président. René NOËL, qui exerçait un ascendant naturel (par son passé – entre autres durant la guerre – et son rôle politique dans la gestation de l'UDP), estimait que le BP (Louis VAN GEYT) capitulait devant JUCHMÈS, et était responsable de la mort de l'UDP. Il avait annoncé que puisque c'était comme cela, la Fédération de Mons-Borinage n'irait pas au congrès de Gand et ne présenterait pas de candidats au CC. La discussion dans la Fédération se fit sur ces points précis. GILLIS et moi, avions été (comme Urbain) partisans de l'UDP, mais comme lui, nous ne voulions pas que la Fédération boraine quitte de fait le parti. Il y eut alors un fait curieux : le gros de la Fédération, opposé à NOËL, mais qui avait été un peu terrorisé par lui, fut ravi de voir de nouveaux camarades qui lui tenaient tête. La Fédération vota la participation au congrès et, dans la foulée, les Bruxellois furent proposés (avec plusieurs autres membres borains) au CC. Le climat était surprenant par rapport à Liège (voir VI) : les Bruxellois intellectuels – aucun d'origine ouvrière – furent accueillis à bras ouverts (sans avoir à jouer aux « bourgeois ralliés à la classe ouvrière »).

2. J'étais membre du PCB depuis 1958, mais membre de fait du mouvement communiste depuis 1954 (à l'USJJ [l'Union Sportive des Jeunes Juifs, ancêtre de l'actuelle UPJB] puis aux Étudiants Communistes).

Jusqu'en 1976, j'étais un membre du PC sans aucune responsabilité (dans le parti). Activités politiques : outre des liens suivis avec des amis africains depuis mes années d'étudiant communiste, vietnamiens, un travail autour du Chili depuis 1973 (CNUCH, COLARCH [organisations d'aide aux réfugiés du Chili]). Par le COLARCH, liens aussi avec des progressistes immigrés – au moins turcs, chiliens, marocains, par la mouvance « DE SCHUTTER » à la FGTB (voir le point III.3 [le colloque du 14 février prochain]). Liens avec des Juifs qui ne se reconnaissaient pas dans le sionisme et qui, dès la fin de la guerre de juin 1967, trouvèrent nécessaire de refuser publiquement que les partisans du Grand Israël parlent en leurs noms et appelaient en même temps à la création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël (Marcel LIEBMAN, Nathan WEINSTOCK, et beaucoup d'autres).

J'ai parlé ici du COLARCH car c'est dans ce contexte que j'ai rencontré Cécile ROLIN et que j'ai donc connu une militante d'Amnesty International qui ne mettait pas son énergie et son temps au service exclusif des victimes des régimes dits communistes (voir IV.11).

3. Moscou. En 1967, j'y avais passé 3 mois (où j'ai retrouvé Jean-Marie CHAUVIER qui y était correspondant du *Drapeau Rouge*). J'y étais comme mathématicien (voir IX), à l'Université de Moscou (chargé de recherches du FNRS, avec une bourse dans le cadre des accords culturels belgo-soviétiques). Je vivais dans une chambre d'hôtel à Moscou même. Mon souvenir de l'Université Lomonossov était enthousiasmant du point de vue de la vie de chercheur et aussi de ce que j'ai vu : du niveau et de la formation mathématique des étudiants (et aussi du niveau de l'éducation au niveau secondaire). Il faut ajouter que, depuis longtemps, l'URSS était un pays phare en mathématiques (mathématiciens gigantesques, nouvelles idées, nouvelles théories). De mes contacts avec les chercheurs soviétiques, j'ai gardé le souvenir que, pour eux, ils étaient dirigés par des dictateurs, débiles et sans légitimité. D'autre part, ils ne croyaient pas un mot de

ce qu'ils lisaient dans la presse. On m'a demandé un jour s'il était vrai que l'URSS était en guerre chaude avec la Chine (j'étais abonné en tout cas à *La Libre Belgique*, au *Soir* et bien sûr au *Drapeau Rouge*). En fait, ils prenaient pour vrai exactement le contraire de ce qu'ils lisaient. J'étais à Moscou lors du putsch de l'armée grecque. La première réaction fut tout d'abord que la matérialité des faits était niée, et puis que si les Grecs s'étaient débarrassés des communistes, ils avaient bien eu raison (je n'ai donc pas été étonné en 1973 des réactions de SAKHAROV sur le putsch de PINOCHET). J'étais traité chaleureusement (comme chercheur belge), mais lorsqu'ils apprirent (par moi) que j'étais un communiste, ce fut pour un moment un mur<sup>17</sup> (un mathématicien a expliqué aux autres avec qui j'étais en contact que probablement en Belgique une carte du PC n'était pas une condition suffisante pour faire carrière). Ce qui m'avait fasciné était le fait que le régime formait des gens ultra compétents et d'esprit critique, qu'il n'y avait pas de tabou en recherche (financée. Par exemple sur la transmission de pensée, etc.) et qu'ils pouvaient appliquer cet esprit critique à tout, sauf à la façon dont la société était dirigée.

Dans mon souvenir le fait d'être dirigé par des dictateurs débiles n'était pas accepté. Il fallait être prudent (probablement depuis le début des années 1960 [voir B10]), mais – élément différent des pays de démocratie populaire – il n'y avait pas le sentiment d'une occupation : ils étaient chez eux et c'était aux dictateurs débiles à s'effacer. Je n'ai donc pas été étonné d'apprendre qu'après l'envahissement de la Tchécoslovaquie, les délégués du PC venus informer le département de mathématiques de l'Université se firent expulser d'une façon violente. C'est probablement devant ce type de réactions de gens qui n'avaient pas peur, qu'ont été systématisées d'autres formules (comme les internements psychiatriques). D'autre part, je circulais à Moscou – par les transports en commun – et j'allais où je voulais. Je voyais aussi un aspect des conditions de travail (p.ex. le secteur de la construction) dans la rue de mon hôtel (Leninsky prospekt ?). J'en déduisais l'impression que ce régime devait n'être insupportable que pour les citoyens qui voulaient s'occuper de la gestion de leur pays.

Lors de ce séjour en 1967, j'avais évidemment en tête la campagne menée en Occident sur les Juifs d'URSS. Je ne savais pas ne pas remarquer que, dans ce régime décrit en Occident comme antisémite, les universités (au moins ce que j'en voyais) et les académies regorgeaient de membres manifestement juifs (voir aussi note 10). Je me suis donc fait la réflexion que la guerre froide n'était pas une plaisanterie et que, dans toutes les guerres, l'intox existe et est une arme.

## VIII.

### Réflexions pendant et après (ma vie à la section)

1. Pour la majorité des communistes belges, c'était, après 1968, le refus de l'occupation de la Tchécoslovaquie. Ce que l'on voulait en Belgique n'était pas un régime du style de

---

<sup>17</sup> Il y avait des raisons d'être prudent : plus de dix ans plus tard, à Moscou dans le cadre de mes activités au CC, je reçus la visite de deux messieurs aimables. Ils avaient constaté que j'étais venu en 1967. Est-ce que je me souvenais des noms des mathématiciens que j'avais fréquentés ? (Autant être précis : la réponse fut « non »).

ceux imposés par le PCUS. Mais on avait des idées sur ce que l'on pouvait faire : c'est important de remarquer que l'époque de l'essai de renouveau en Tchécoslovaquie (DUBČEK) et puis de l'occupation de ce pays était chez nous l'époque du projet UDP : sous l'impulsion de Léo COLLARD (l'Appel des progressistes), Marc DRUMAUX et René NOËL, il y eut d'abord le projet d'une alliance PS-PC-GPTC (en réponse à une fédération des droites) (on m'a affirmé que, fin des années 1950, il y eut l'évocation d'une fusion [adhésion collective ?] au PS). COLLARD fut battu chez lui (au PS) et l'UDP fut restreinte à l'alliance PC-GPTC. La direction de l'époque du PCB ne voyait donc pas l'avenir des communistes belges uniquement dans la structure « Mouvement communiste international ».

Après la condamnation nette par le PCB de l'invasion de la Tchécoslovaquie, on a l'impression que la visite en 1969 de Marc DRUMAUX à HUSÁK marque une sorte de ré-encrage du PCB dans le Mouvement Communiste International. Pour moi, les conditions de ce ré-encrage sont un mystère (à l'époque, mon encrage dans la vie du parti était minime).

Il y eut certainement des réflexions sur « que voulons-nous ? » et « qui sommes-nous ? »

2. La révolution bolchévique avait montré la possibilité d'États non dirigés au service du profit. Dans les pays où les PC dirigeaient (avant et après la seconde guerre mondiale), effectivement, les capitalistes n'avaient plus le pouvoir (notre différence avec la social-démocratie). L'histoire a fait que les régimes créés ont pris des formes monstrueuses. Entre 1956 (XXe congrès du PCUS) et 1964 (éviction de KROUCHTCHEV), il y eut l'illusion que ces horreurs ne pouvaient plus se reproduire. Mais aussi, il y avait l'illusion que les acquis (sociaux, acquis réels) étaient irréversibles. On s'est peut-être dit qu'il fallait attendre avec patience. Même après 1964, et même après 1968, il y eut le sentiment que sans la puissance militaire de l'URSS, les aspirations de divers peuples du Tiers-Monde n'avaient aucune chance de se réaliser.

Je pense que c'était mon opinion (à l'époque de ma participation à la section). Je partageais aussi l'illusion que la libération politique des peuples concernés impliquait la probabilité pour ces peuples d'être heureux. D'autre part c'est grâce aux armées de l'OTAN que des régimes militaires et/ou fascistes (Grèce, Portugal) étaient imposés à des peuples qui ne les avaient pas demandés, sans parler par exemple du Congo. Une façon de résoudre le problème moral aurait probablement été de ne plus faire de la politique (pour moi cela n'aurait pas posé de problème personnel (voir IX : les mathématiques permettent le bonheur). Mais cela ne me convenait pas.

3. J'ai eu l'impression que nous étions les seuls à avoir des problèmes moraux (B3). Et nous tenions le même langage quel que soit le public (et personnellement : vers mes camarades borains et mes camarades africains).

Moins discutés publiquement il y avait des tas d'interrogations :

- a) sur nos origines semi récentes : la Révolution bolchévique. Mettre fin en Russie à la boucherie était une raison suffisante. Mais il y avait aussi la pratique de s'estimer suffisamment certains de théories et de soi pour décider à la place des

gens (dissolution de la Constituante par LÉNINE). Et vouloir détruire le système qui avait conduit à cette boucherie était une autre raison valable. Mais l'Internationale Communiste fut tout de même créée contre l'avis de révolutionnaires concernés et confirmés (dont Rosa LUXEMBURG), qui avaient argumenté que le projet était prématuré.

b) plus lointaines : le marxisme. Théorie fascinante qui donnait l'impression de pouvoir maîtriser des questions essentielles pour l'homme : l'exploitation de l'homme par l'homme et l'origine des guerres. L'appropriation collective des grands moyens de production et d'échanges devait pouvoir sortir l'homme de ses malheurs<sup>18</sup>. Le rapport KHROUCHTCHEV montrait (aux communistes) que ce n'était pas aussi évident. Puis, plus tard, lorsqu'on s'est aperçu ce qu'avaient recouvert en Chine les termes pittoresques de « Grand Bond en avant » et de « Révolution Culturelle ». Il s'est quand même agité de phénomènes historiques majeurs : l'anéantissement massif d'êtres humains. L'explication par la théorie du « culte de la personnalité » a semblé pour beaucoup un peu courte dans un schéma du marxisme. Et les guerres. Pour moi un déclic se fit lors des affrontements armés sur l'Oussouri (entre l'URSS et la Chine). Aucun de ces deux pays n'était dirigé par la bourgeoisie ni les féodaux. Je n'ai pas vu d'analyse de ce conflit du point de vue de l'étude des classes sociales. Même constat pour les guerres entre le Vietnam et le Cambodge, puis entre la Chine et le Vietnam (1979). Plus près de nous, des phénomènes inquiétants (Bulgarie et Yougoslavie [voir IV.3.]), le langage viril de Georges MARCHAIS sur l'Espagne et ses marins pêcheurs, et sur l'Allemagne social-démocrate à l'époque de SCHMIDT (j'ai dans ma mémoire une allusion aux missiles (français) Pluton qui, dans ce contexte, pouvaient avoir leur utilité).

c) relecture à cette époque de textes fondateurs (en m'attachant aussi, puisque l'on y parlait « sciences », à regarder la façon dont les mathématiques y étaient traitées). Dans ce contexte, la *Dialectique de la Nature* de ENGELS m'est apparue comme un tissu d'âneries (sans parler de l'état des mathématiques à son époque (et en Allemagne) et la (non) connaissance par ENGELS de cet état). Sans parler aussi des quatre lois de la dialectique avec lesquelles on expliquait tout. Tout cela avait bien été discuté, mais sans en avoir tiré de conclusions nettes et diffusées. Je me souviens avoir parlé de cela à une réunion « nationale » du PC à Bruxelles.

d) notre but ? Un jour Jean BLUME (B 12) demande ce que l'on veut à long terme. Une réponse : « *Le socialisme* ». Jean BLUME : « *Non. Ce que l'on veut est le bonheur des gens* ».

---

<sup>18</sup> Pour moi, l'arrivée au pouvoir de MITTERRAND, avec le programme commun, fut un grand espoir. On aurait dans un grand pays industriel l'appropriation collective de grands moyens de production et d'échanges, mais sans goulags.

## **IX. Je suis mathématicien**

Après plusieurs années au FNRS (attaché à l'ULB, et à une époque où il n'y existait pas de mandat permanent), je fus nommé chargé de cours en 1972 au Centre universitaire de Mons, aujourd'hui Université de Mons-Hainaut (et bientôt Université de Mons), où je suis maintenant professeur ordinaire émérite. À l'époque de ma présence à la section, je donnais mes cours, dirigeais des mémoires de licence et des thèses de doctorat. Mais je ne faisais plus que peu de recherches moi-même, ce qui, dans mon métier, est un péché majeur. Je pense que j'estimais qu'à près de quarante ans, ma vie productive (en mathématiques) était terminée. Mais j'étais donc professeur, métier qui implique de diriger des chercheurs, les aider, et donc de chercher soi-même (pour pouvoir les aider avec crédibilité). Ce fut après ce constat que j'informai Louis VAN GEYT (je pense en 1982) que mon activité dans la section allait devenir minime. Je revins bien aux mathématiques. Puisque je fais allusion à mon métier de mathématicien (et mathématicien abstrait : sujets hors du « monde réel »), je me dis que j'étais peut-être alors poussé à coller à la réalité en politique : le Congo dans un des centres de l'oppression de ce pays, les missiles en Belgique (sans parler du siège de l'OTAN).

## Bibliographie

- B1. Paul van PRAAG, *Albert De Coninck et le Congo*, décembre 2006 (texte en ligne sur le site Internet du CARCoB : < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc\\_etrangers\\_en\\_belgique\\_-\\_10\\_relations\\_fraternelles\\_et\\_relations\\_formelles.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_10_relations_fraternelles_et_relations_formelles.pdf) >).
- B2. Parti communiste de Belgique – Comité Central, « Le PCB et l'Alliance atlantique », *Cahiers Marxistes*, n° 106, 1982, p. 31-33.
- B3. Paul van PRAAG, « Communiste et franc-maçon (au royaume de Belgique) », *Cahiers Marxistes*, n° 193, 1994, p. 107-116.
- B4. Mikhaïl GORBATCHEV, *Mémoires*, Monaco, éd. du Rocher, 1997.
- B5. Markus WOLF, *L'œil de Berlin*, Paris, Balland, 2004.
- B6. Paul van PRAAG, « SS-20, Pershing, Cruise », *Cahiers Marxistes*, n°79, 1979, p. 10-15.
- B7. Paul van PRAAG, « Une Europe sans blocs militaires n'est pas une utopie », *Cahiers Marxistes*, n° 106, 1982, p. 19-30.
- B8. *Au nom du socialisme : contre les agents de diversion et les intrus*. Orbis, Prague, 1977.
- B9. Nicolas NAIF, *L'eurocommunisme en Belgique*, Bruxelles, éditions du CARCoB, 2004.
- B10. Piotr GRIGORENKO, *Mémoires*, Paris, Presses de la Renaissance, 1980.
- B11. Jean BLUME, *Drôle d'agenda*, 2 vol., Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1985-1987.

## **Annexe – Monsieur LEE (le PCB – KPB vu par l’ambassade des États-Unis).**

Ceci sont mes souvenirs, sans avoir relu la note que je suis certain d’avoir écrite pour mes camarades et j’essayerai de la retrouver.

1. Aux alentours de 1979 (questions des missiles), lors d’une réception à une ambassade africaine, un grand monsieur noir à qui j’avais donné mon nom me répondit « *Ah ! Monsieur van PRAAG !* » puis il récite un curriculum-vitae de moi, y compris mes centres d’intérêt en mathématiques. Il me dit qu’il s’appelle LEE et qu’il est deuxième secrétaire à l’ambassade des États-Unis. Il est chargé des rapports avec les partis politiques belges et vient d’avoir l’instruction d’entrer en contact avec le PCB. Donc, il souhaite parler avec un responsable, il voudrait avoir notre avis sur les rapports Flamands-Wallons. Il sait bien que ce n’est pas à lui de désigner ce responsable, mais il souhaite que ce soit moi. Si je le souhaite, il écrira officiellement à la direction du parti. Je lui dit que je transmettrai moi-même.

2. Une réunion – à laquelle participaient au moins Louis VAN GEYT et moi – décide que je rencontrerai M. LEE. Personne ne croit que c’est notre avis sur les questions linguistiques qui intéresse M. LEE, mais s’il me questionne là-dessus, je serai intarissable. On pense que c’est ma fonction de responsable pour le Congo (Zaïre) qui l’intéresse. Il est possible, mais je ne m’en souviens plus, qu’on ait envisagé la question des missiles.

3. M. LEE m’invite à un très bon restaurant américain, près de la Grand-Place. Dans mon souvenir, c’est lui qui parle. En gros : « *Je suis un spécialiste du mouvement communiste. J’ai été en poste dans des pays de l’Est, mais je connais très bien aussi le PCF. Je suis en poste à Bruxelles depuis six mois et je vous étudie. Je n’ai jamais vu un parti communiste comme le vôtre. Pour vous connaître, il y a bien sûr vos publications et nous avons aussi les moyens de savoir ce qui se passe chez vous. On a les déclarations et les écrits de MM. VAN GEYT, JUCHMÈS, DU BOSCH, VERSTAPPEN, l’UBDP et Rassemblement Liégeois pour la Paix. Lorsque j’ai communiqué au département d’État le contenu d’un article de Mr VANKEERBERGHEN dans Le Drapeau Rouge, on m’a demandé d’être sérieux parce que c’était impossible dans un journal communiste (alors j’ai pris un abonnement supplémentaire (au DR) et je leur ai envoyé les originaux).*

*Nous discutons de cela à l’ambassade. Certains de mes collègues estiment que vous faites cela exprès pour désorienter l’ennemi de classe. Ce n’est pas mon avis : après vous avoir étudié, mon avis est que vous êtes simplement incompetents. Pour qu’un parti existe, les gens doivent savoir ce qu’il veut. Chez vous, c’est impossible. Il vous reste trois élus (i.e. à la Chambre). Si vous ne changez pas radicalement votre façon d’être, à la prochaine élection, vous n’aurez plus d’élus du tout. Un signe manifeste de votre non-professionnalisme est la présence de quelqu’un comme vous (i.e. P. van PRAAG) dans un poste pareil ».*

Dans la discussion qui suit, je me souviens de ceci :

- Il me demande pourquoi je n’ai jamais été aux EU. Réponse : « *Je ne cache pas mon engagement politique, mais je ne remplis pas un formulaire là-dessus* ». Lui : « *C’est terminé (i.e. le questionnaire politique). Je peux vous faire inviter par une*

*université américaine* ». Moi : « *Merci, mais si des collègues américains souhaitent m'inviter, ils savent comment on fait* ».

- Il me demande si je n'ai pas de question à lui poser. Oui : « *Vous êtes diplomate américain et noir. Cela ne vous dérange pas de représenter un gouvernement allié de l'Afrique du Sud ?* » Rép. : « *Cela, c'est mon problème* ».

4. Lorsque je rends compte à mes camarades, c'est un peu la consternation : manifestement Monsieur LEE ne dit pas des bêtises.

5. Plus tard, un diplomate d'une ambassade d'un pays « socialiste » me dit que c'est avec le représentant « public » de la CIA à Bruxelles que j'ai discuté.

